

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU QUATRIEME TRIMESTRE 2018



Le redressement des finances publiques de la République Centrafricaine se poursuit et renforce la disponibilité, l'exhaustivité et la fiabilité des informations budgétaires, consécutivement aux efforts constants fournis par les autorités du ministère des finances et du budget.

L'objectif de ce rapport d'exécution du budget relatif au quatrième trimestre de l'année 2018 est de permettre à la RCA de se mettre au diapason des normes et standards des bonnes pratiques de la gouvernance financière, comme la transparence et la redevabilité.

A l'aune de cet objectif, le Gouvernement de la RCA a élaboré la loi de finances initiale de 2018, qui a subi une profonde modification au cours de son exécution par le biais d'une loi de finances rectificative, sur la base de la mobilisation efficace des ressources affectées de manière efficiente à la couverture des charges de l'Etat afin d'atténuer grandement les effets néfastes des crises passées.

Le présent rapport, qui fait la synthèse de l'exécution budgétaire à fin décembre 2018, tant en recettes qu'en dépenses, est structuré en trois points :

- ✚ Rappel du contexte d'élaboration du budget de l'année 2018;
- ✚ Exécution du budget à fin décembre 2018 ;
- ✚ Conclusion.

I. RAPPEL DU CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2018

Le budget 2018 a été élaboré dans un contexte caractérisé par :

- i) **Au plan international** : une croissance mondiale estimée à 3,6% en 2018, contre 3,5% en 2017, selon les prévisions du Fond Monétaire International (FMI).
- ii) **Au plan national** : la persistance de l'insécurité dans certaines régions du pays ralentit les activités économiques, justifiant ainsi une croissance économique estimée à 4% en 2018. Cette situation, combinée aux autres faits majeurs, a amené le gouvernement à revoir le budget initial à travers un collectif budgétaires.

L'inflation quant à elle, passerait de 3,8% en 2017 à 3,5% en 2018, toujours au-dessus de la norme communautaire.

La poursuite de la mise en œuvre des mesures structurantes de l'administration en de renforcer les moyens de mobilisation des ressources.

Les principaux données ayant caractérisé l'élaboration du budget 2018 sont centrées autour des points suivants : le rétablissement progressif de la sécurité avec l'appui des forces internationales ; la poursuite du programme appuyé par la Facilité Elargie crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI) ; la mise en œuvre du Plan de Relèvement et de Consolidation de Paix en Centrafrique (RCPCA) regroupant les besoins et les priorités des cinq (5) premières années de la période post-électorale.

Le budget de l'exercice 2018 s'inscrit dans une logique de renforcement de la viabilité des finances publiques et de l'orthodoxie budgétaire.

Les priorités du Gouvernement au titre de l'exercice 2018, visent à accroître les recettes intérieures et extérieures tout en maîtrisant de façon rigoureuse les dépenses non prioritaires, et en affectant des ressources conséquentes aux secteurs de production, de soutien à la croissance, de la bonne gouvernance et aux secteurs sociaux. La hiérarchisation des secteurs socio-économiques dans la recherche de meilleurs piliers, constituant les priorités du Gouvernement, se présente comme suit :

- i) Le renforcement de la paix la sécurité ;
- ii) L'assainissement de finances publiques, la relance et le soutien à l'activité économique ;
- iii) La politique et bonne gouvernance ; et
- iv) Les affaires sociales et les actions humanitaires.

Au cours de l'exécution du budget initial, l'impératif de la prise en compte de certaines ressources et charges, pour lesquelles les informations afférentes étaient indisponibles lors de la finalisation de la loi de finances initiale 2018, a conduit le Gouvernement à élaborer une loi de finances rectificative qui a été promulguée en juillet 2018.

Aussi, le budget modifié 2018 affiche-t-il 219,40 milliards de ressources contre 162,98 de FCFA, soit une hausse de 34,61 % fondée sur la mobilisation des ressources extérieures additionnelles à hauteur de 61,45 milliards de FCFA.

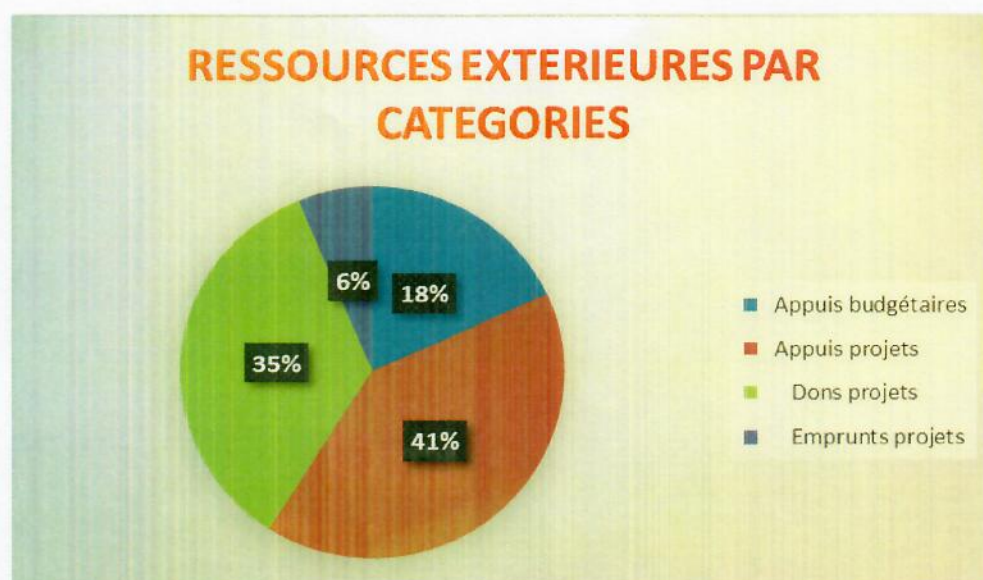
Les charges se sont établies à 235,69 milliards de FCFA, en hausse de 24,24 milliards de FCFA, consécutive à l'augmentation des dépenses d'investissement aussi bien sur les ressources propres que sur les ressources extérieures.

Les prévisions budgétaires par grandes masses de la loi de finances rectificative 2018 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n °1 : Les grandes masses budgétaires pour l'exercice 2018 en milliers de FCFA

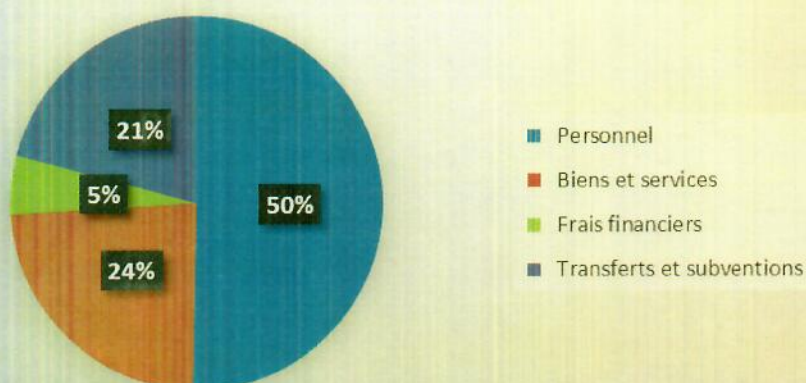
Libellés	Montant en FCFA
RESSOURCES TOTALES	219 397 891
Ressources propres	112 952 002
- Douanes	53 100 000
- Impôts	53 984 402
- Trésor	5 867 600
Ressources extérieures	106 445 889
- Appuis budgétaires	32 700 000
- Appuis projets	73 745 889
Dons projets	62 435 889
Emprunts projets	11 310 000
CHARGES	235 689 659
Dépenses primaires	120 401 716
- Personnel	60 611 599
- Biens et services	28 532 350
Transferts et subventions	25 060 237
Dépenses d'investissement	90 144 433
- Sur ressources propres	16 398 544
- Sur ressources extérieures	73 745 889
Dépenses de remboursement de la dette	25 143 510
Solde budgétaire	- 16 291 768

Source : LFR 2018



(Signature)

REPARTITION DES DEPENSES PRIMAIRES PAR TITRE



II. L'EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2018

Sur la base des informations collectées auprès des régies financières et de la direction générale de la programmation économique (Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération), le montant des ressources totales mobilisées au cours de l'exercice budgétaire 2018 s'élève à 209,67 milliards de FCFA, correspondant à 95,58 % des prévisions.

Quant aux dépenses (ordonnancement plus procédures exceptionnelles), selon les états produits par l'applicatif Ges'Co, elles ont été exécutées à hauteur 132,40 milliards de FCFA. Ce montant ne prend pas en compte les investissements sur ressources extérieures qui ne suivent pas la procédure normale d'exécution du budget (engagement liquidation, ordonnancement et paiement).

2.1 – Les ressources budgétaires mobilisées

L'analyse de cette rubrique est basée essentiellement sur les données fournies par les structures en charge de recouvrement des ressources. Celles-ci concernent l'ensemble des recettes déclarées par les régies financières, ainsi que les informations fournies par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération sur les dons/emprunts programmes et projets.

2.1.1 - Les ressources intérieures

Les ressources intérieures, constituées essentiellement des recettes propres collectées par les régies financières et des emprunts intérieurs, ont connu une réalisation de 98,54% des prévisions budgétaires, soit 111,30 milliards de FCFA à fin décembre 2018. Elles se décomposent de la manière suivante :

- Recettes propres : 108,14 milliards de FCFA ;
- Emprunts intérieurs : 3,16 milliards de FCFA.

a) Les ressources propres

Les ressources propres sont passées de 100,32 milliards de FCFA en 2017 à 111,30 milliards de FCFA pendant la période sous revue. Ce niveau de recouvrement est en augmentation de 10,94% par rapport à l'année précédente, suite aux efforts constants déployés par les différentes régies dans la mobilisation des recettes.

Le tableau ci-dessous récapitule les réalisations des régies à fin décembre 2018.

Tableau n° 2 : Répartition des recettes propres recouvrées par régie financière à fin décembre 2018 (en milliers de FCFA).

Régies financières	Réalisation à fin décembre 2017	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2018	Réalisation au 2 ^{ème} semestre 2018	Réalisation à fin décembre 2018
Douanes	52 139 361	26 232 793	26 010 437	52 243 230
Impôts	47 259 327	28 011 737	27 889 967	55 901 704
Trésor	928 882	1 432 000	1 723 000	3 155 000
Total	100 327 570	55 676 530	55 623 404	111 299 934

Source : DGDDI, DGID et DGTCP, 2018

Les recettes recouvrées se présentent par régies comme suit :

➤ Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Le niveau de recouvrement des recettes par la DGDDI a atteint globalement 52,24 milliards de FCFA à fin décembre 2018 sur une prévision annuelle de 53,10 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98,39%. Comparé à l'exercice 2017, le montant ainsi recouvré n'a pas connu une variation significative. Toutefois, il faut noter que ce niveau de recouvrement des recettes douanières s'explique par :

- L'augmentation des volumes des matières imposables en importation ainsi qu'en exportation ;
- L'informatisation du bureau des douanes de Béloko ayant permis une meilleure traçabilité des mouvements de marchandises entre Bangui et Béloko ;
- L'utilisation maximale de l'appliquatif SYDONIA ++.

Le tableau ci-dessous présente la situation comparée des recettes par nature économique.

**Tableau n° 3 : Réalisations de la DGDDI 2017 et 2018 par grandes masses de recettes
(en milliers de FCFA)**

Nature des recettes	Total réalisation à fin décembre 2017	Prévisions 2018	Réalisations au premier semestre 2018	Réalisations au deuxième semestre 2018	Total réalisation à fin décembre 2018
Recettes fiscales	63 146 079	47 087 339	22 504 072 531	22 313 725 093	44 817 797 624
Droits de sortie	1 078 328	1 007 965	474 181 033	465 928 739	940 109 772
Amendes et pénalités	422 710	1 135 990	199 190 170	295 665 258	494 855 428
Recettes Affectées	3 018 828	2 140 808	2 583 659 600	2 387 463 213	4 971 122 813
Autres Recettes	2 177 571	1 727 898	471 690 785	547 655 808	1 019 346 593
Total	69 843 516	53 100 000	26 232 794 119	26 010 438 111	52 243 232 230

Source : DGDDI, 2018.

➤ **Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)**

La DGID a réalisé 55,90 milliards de FCFA de recettes à fin décembre 2018, sur une prévision annuelle de 50,19 milliards de FCFA. Ce qui correspond à un taux de recouvrement de 111,38 %. Cette performance s'explique par :

- L'intensification des actions de recouvrement des restes à payer ;
- La bonne tendance des recettes fiscales (TVA, droits d'accises, IS et de la contribution des patentes) et non fiscales (droits d'enregistrement et taxe domaniale) ;
- L'amélioration du niveau de civisme fiscal suite aux campagnes de sensibilisation.

En glissement annuel, les recettes ont connu un relèvement de 18,29% par rapport à l'exercice 2017.

Le tableau ci-après présente le volume des recettes recouvrées par la DGID durant la période sous revue.

**Tableau n° 4: Réalisations de la DGID en 2017 et 2018 par nature économique
(en milliers de FCFA)**

	Total réalisation à fin décembre 2017	Prévision 2018	Réalisations au premier semestre 2018	Réalisations au deuxième semestre 2018	Total réalisation à fin décembre 2018
Recettes fiscales	45 885 150	43 235 962 173	24 128 849 275	22 970 497 375	47 099 346 650
Recettes non fiscales	5 387 650	5 831 013 144	3 447 210 082	2 722 214 976	6 169 425 058
Recettes sur exercices antérieurs	549 742	285 419 382	37 733 665	1 538 627 704	1 576 361 369
Produits divers et exceptionnels	529 704	838 421 301	397 944 053	658 626 491	1 056 570 544
Total	52 352 246	50 190 816 000	28 011 737 075	27 889 966 546	55 901 703 621

Source : DGID, 2018

➤ **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

Ces ressources sont constituées essentiellement des menues recettes recouvrées par certains départements ministériels pour le compte de la DGTCP.

Au 31 décembre 2018, le recouvrement de ces recettes a atteint 3,6 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 5,87 milliards de FCFA, affichant un taux de réalisation de 53,83%.

b) Les emprunts intérieurs

Constitués principalement des bons du Trésor et les tirages du FMI, les emprunts intérieurs au titre de l'exercice 2018 se chiffrent à 60,76 milliards de FCFA. Ils se décomposent comme suit :

- Bons du Trésor : 21,98 milliards de FCFA ;
- Dépôts des correspondants : 2,19 milliards de FCFA ;
- Tirages FMI : 36,60 milliards de FCFA.

2.1.2 - Les financements extérieurs

Les financements extérieurs sont constitués des appuis budgétaires, des dons et emprunts programmes/projets. A fin décembre 2018, le montant total décaissé au titre de ces financements s'établit à 83,35 milliards de FCFA, sur une prévision annuelle de 106,44 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 78,30%. En 2017, le niveau de mobilisation était de 102,5%, correspondant à un montant total de 70,4 milliards de FCFA.

➤ **Les appuis budgétaires**

Au 31 décembre 2018, le volume des appuis budgétaires mobilisés s'élève à 23,8 milliards de FCFA, sur une prévision de 32,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 72,78%. En termes de prévision, les appuis budgétaires ont plus que doublé entre 2017 et 2018, passant de 13,74 milliards de FCFA à 32,70 milliards de FCFA.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des appuis budgétaires par bailleurs en 2018.



Tableau n°5: Répartition des appuis budgétaires par bailleur (en milliers de FCFA).

Bailleurs	Total des appuis budgétaires en 2017	Total des appuis budgétaires en 2018
Union Européenne	13 119 000	11 897 000
Banque Africaine de Développement	9 922 000	5 422 000
France	6 559 000	6 559 000
Timor Les 2	609 000	
Total	30 209 000	23 878 000

Source : DGTCP, 2018

➤ **Les dons et emprunts projets**

Sur une prévision de 73,75 milliards de FCFA, 68,77 milliards de FCFA ont été mobilisés à fin décembre 2018, soit un taux de réalisation de 93,26 %. Ce montant se décompose en : i) dons projets (61,33 milliards de FCFA) ; et ii) emprunts projets (7,44 milliards de FCFA).

Ce taux substantiel de mobilisation s'expliquerait par un renforcement des capacités techniques et administratives, accroissant du coup la capacité d'absorption, en termes d'exécution physico-financière, des structures ministérielles bénéficiaires des projets.

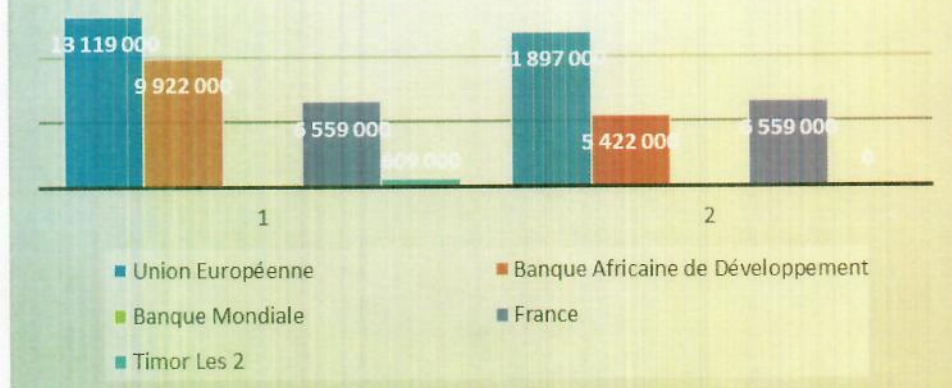
Le tableau ci-dessous montre la répartition des ressources par bailleur et les modes de financement.

Tableau n° 6: Financements extérieurs par bailleur (en milliers de francs)

Projets/Bailleurs	Prévisions loi de finances 2018 en milliers de FCFA			Décaissements à fin Décembre 2018 en milliers de FCFA		
	Don	Emprunt	Total	Don	Emprunt	Total
UE	9 610 775	-	9 610 775	10 423 229	-	10 423 229
BM	16 051 008	400 000	16 451 008	33 786 080	4 067 966	37 854 046
BAD	8 993 788	0	8 993 788	3 194 639	0	3 194 639
AFD	6 381 817	-	6 381 817	143 990	-	143 990
FSD	524 766	8 510 000	9 034 766	-	3 000 335	3 000 335
BADEA	1 381 000	2 400 000	3 781 000	52 697	370 597	423 293
KFW (Allemagne)	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
BM/AFD	4 000 000	-	4 000 000	4 950 413	-	4 950 413
ACBF	129 477	-	129 477	98 048	-	98 048
CHINE	3 474 500	-	3 474 500	-	-	-
OMS	200 000	-	200 000	-	-	0
GAVI/OMS/UNICEF	1 000 000	-	1 000 000	808 656	-	808 656
Békou/BM/GAVI/OMS/UE	500 000	-	500 000	-	-	-
UNICEF	4 097 533	-	4 097 533	1 157 605	-	1 157 605
UNFPA	17 971	-	17 971	23 206	-	23 206
PNUD	5 073 254	-	5 073 254	6 695 311	-	6 695 311
TOTAL GENERAL	62 435 889	11 310 000	73 745 889	61 333 873	7 438 898	68 772 771

Source : MEPC, 2018.

APPUI BUDGETAIRE/AGENCE/ANNEE 2017/2018



2.2 – Exécution des dépenses

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2018 est exécuté dans un contexte marqué par l'application rigoureuse des instruments encadrant l'exécution des dépenses publiques et la confiance retrouvée entre l'Etat et les opérateurs privés, suite au paiement régulier de leurs prestations.

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin décembre 2018 porte sur les dépenses réalisées par titre, les dépenses spécifiques et les dépenses au profit des secteurs sociaux.

Les dépenses de l'Etat exécutées sur ressources propres à fin décembre 2018 se sont établies à 132,40 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 161,94 milliards de FCFA¹, soit un taux d'exécution de 81,76 %.

Ce montant correspond au cumul des dépenses ordonnancées (125,93 milliards de FCFA) et celles exécutées par procédures dérogatoires (6,46 milliards de FCFA).

Entre 2017 et 2018, ce niveau est en hausse de 6,17% en lien avec la mise en exécution des différentes mesures prises pour encadrer, de manière rigoureuse l'exécution du budget en 2018.

La situation des dépenses ordonnancées par titre en 2018 est présentée dans le tableau ci-dessous.

¹ Ce montant ne prend pas en compte le montant des investissements sur financements extérieurs qui s'élève à 73,75 milliards de FCFA.

Tableau n° 7 : Exécution des dépenses par titre budgétaire au 31 décembre 2018 (en milliers de FCFA)

Nature de Dépenses	Total dotation 2018	Cumul des ordonnancements à fin décembre 2018	Cumul des OP à fin décembre 2018	Total Ord + OP à fin décembre 2018	Taux d'exécution
Dépenses de personnel	60 611 599	58 409 643		58 409 643	96,37
Dépenses de fonctionnement	28 532 350	22 584 948	5 459 450	28 044 398	98,29
Dépenses en frais financiers	6 197 530			0	0,00
Dépenses d'intervention	25 060 237	23 472 999	1 002 194	24 475 193	97,67
Dépenses d'investissement	16 398 544	12 380 207		12 380 207	75,50
Dépenses de remboursement de la dette	25 143 510	9 085 492		9 085 492	36,13
Total	161 943 770	125 933 290	6 461 644	132 394 933	81,75

Source : DGB/GE'SCO 2018

a) Les dépenses de personnel

A fin décembre 2018, le montant des dépenses du personnel, liquidées par la Direction de la Solde et des Pensions se chiffre à 58,41 milliards de FCFA, sur une dotation de 60,61 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,37 % contre 98,06 % en 2017.

En glissement annuel, le niveau de consommation des crédits de dépenses de personnel en 2018 est en hausse de 1,51 milliard de FCFA par rapport à 2017, soit 2,66%. Ce résultat s'expliquerait entre autres par la prise en charge : i) des fonctionnaires et agents de l'Etat nouvellement intégrés dans la Fonction publique centrafricaine ; ii) des effets financiers des avancements, reclassements et autres promotions des fonctionnaires civils et militaires ; et (iii) des affectations et avantages catégoriels.

b) Les dépenses des biens et services

Cette catégorie de dépenses relève du fonctionnement courant de l'administration. Elle comprend principalement les fournitures et consommables, les dépenses d'entretien et de maintenance, les prestations de services et autres. Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint 28,04 milliards de FCFA à fin décembre 2018, sur une prévision de 28,53 milliards de FCFA soit un taux d'exécution de 98,29 %, contre 92,24% observé en 2017.

Par rapport à l'exercice 2017, les dépenses de fonctionnement ont enregistré une hausse de 3,36 milliards de FCFA, soit une variation de 13,59%. Ce niveau d'exécution s'explique par la confiance retrouvée des prestataires de services de l'Etat, en lien avec la volonté du Gouvernement d'assurer une gestion financière

sans accumuler des arriérés de paiement à la fin de l'exercice, une meilleure connaissance des procédures d'exécution des dépenses publiques par les gestionnaires et administrateurs de crédits des départements ministériels et institutions de la République suite aux différents ateliers de formations organisés à leur intention..

c) Les dépenses de transferts et subventions

Ce poste de dépenses comprend essentiellement les subventions accordées aux établissements publics à caractère administratif, aux collectivités territoriales, les transferts au profit de certaines institutions de la République, les bourses, les pensions, et les contributions aux organisations internationales.

Le niveau d'exécution de ces dépenses a atteint 24,47 milliards de FCFA, sur une dotation de 25,06 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 97,67%.

d) Les dépenses d'investissement sur ressources propres

Ces dépenses ont connu un niveau de consommation total de 12,38 milliards de FCFA à fin décembre 2018 sur des prévisions de 16,40 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 75,51%. Les travaux de réhabilitation des infrastructures aussi bien à Bangui que dans certaines villes de l'arrière-pays et l'acquisition des moyens roulants ainsi que des équipements justifient ce niveau d'exécution.

e) Les dépenses de remboursement de la Dette et les frais financiers

Les dépenses de remboursement de la dette et des frais financiers relèvent de la gestion des opérations de trésorerie. Leur paiement s'effectue par débit d'office par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique sur la base des échéanciers de remboursement de la dette et régularisé par les ordonnancements émis par la Direction Générale du Budget.

A ce titre, le paiement réel effectué par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique durant l'exercice 2018, s'élève globalement à 43,17 milliards de FCFA contre 32,72 milliards de FCFA en 2017.

2.3 - Les dépenses sociales

Les dépenses sociales sont celles orientées en faveur des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'action humanitaire, de la promotion de la Femme, des travaux publics, de l'eau et assainissement, du monde rural et des petites et moyennes entreprises. Le suivi de ces dépenses se fait à travers l'état d'exécution du budget (hors salaires) de ces départements.

A fin décembre 2018, le montant des dépenses exécutées au profit des secteurs sociaux a atteint 37,52 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 51,63 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 72,7 %.

Le tableau ci-dessous présente le niveau des dépenses sociales à fin décembre 2018.

Tableau n° 7: Exécution des dépenses au profit des secteurs sociaux (Hors salaires) à fin décembre 2017 (en milliers de francs)

Chapitre	Dotation Collectif 2018	Cumul à fin décembre 2018	Taux d'exécution à fin décembre 2018 (%)
Education	8 944 368	8 442 656	94,4
Titre II. Fonctionnement	3 828 300	4 325 123	113,0
Titre IV. Intervention	3 150 000	3 355 861	106,5
Titre V. Investissement	1 966 068	761 672	38,7
<i>Sur ressources propres</i>	1 106 068	649 160	58,7
<i>Sur ressources extérieures</i>	860 000	112 512	13,1
Santé et Population	12 668 514	13 096 112	103,4
Titre II. Fonctionnement	5 452 953	4 613 470	84,6
Titre IV. Intervention	490 000	395 000	80,6
Titre V. Investissement	6 725 561	8 087 641	120,3
<i>Sur ressources propres</i>	739 167	219 985	29,8
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 986 394	7 867 656	131,4
Affaires Sociales	5 745 975	6 474 285	112,7
Titre II. Fonctionnement	105 350	76 436	72,6
Titre IV. Intervention	426 810	356 834	83,6
Titre V. Investissement	5 213 815	6 041 014	115,9
<i>Sur ressources propres</i>	70 934	41 670	58,7
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 142 881	5 999 344	116,7
Promotion de la Femme	4 271 267	2 685 649	62,9
Titre II. Fonctionnement	52 725	34 645	65,7
Titre IV. Intervention	25 000	21 000	84,0
Titre V. Investissement	4 193 542	2 630 004	62,7
<i>Sur ressources propres</i>	8 750	7 932	90,7
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 184 792	2 622 072	62,7
Energie et Hydraulique	11 908 058	4 939 773	41,5
Titre II. Fonctionnement	14 500	9 680	66,8
Titre IV. Intervention	60 000	0	0,0
Titre V. Investissement	11 833 558	4 930 093	41,7
<i>Sur ressources propres</i>	138 000	189 141	137,1
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 695 558	4 740 953	40,5
Développement Rural	7 908 575	1 707 459	21,6
Titre II. Fonctionnement	275 525	594 924	215,9
Titre IV. Intervention	960 000	412 650	43,0
Titre V. Investissement	6 673 050	699 885	10,5
<i>Sur ressources propres</i>	1 177 267	649 285	55,2
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 495 783	50 600	0,9
PME/PMI	188 450	179 531	95,3
Titre II. Fonctionnement	13 950	12 692	91,0
Titre IV. Intervention	85 000	82 421	97,0
Titre V. Investissement	89 500	84 418	94,3
<i>Sur ressources propres</i>	89 500	84 418	94,3

<i>Sur ressources extérieures</i>	0	0	
TOTAL GENERAL	51 635 207	37 525 466	72,7
Total Fonctionnement	9 743 303	9 666 972	99,2
Total Intervention	5 196 810	4 623 766	89,0
Total Investissement	36 695 094	23 234 727	63,3
<i>Sur ressources propres</i>	3 329 686	1 841 591	55,3
<i>Sur ressources extérieures</i>	33 365 408	21 393 137	64,1

Source : DGB/GE'SCO, 2018

III. - CONCLUSION

Au titre des engagements pris par le Gouvernement dans le mémorandum de politiques économiques et financières, la production du rapport sur l'exécution du budget de l'Etat par le Ministère des Finances et du Budget est devenue une activité régulière.

Le présent rapport, produit dans les délais, reste encore perfectible, car des retraitements des données sont en cours notamment pour la prise en compte des dépenses payées sans ordonnancement préalable, l'annulation de certaines dépenses qui n'ont pas prises en charge par l'ACCT, surtout les dépenses urgentes. Une fois le nettoyage de la base de données effectué, le montant des dépenses engagées par procédures exceptionnelles (ordre de paiement) devrait être revu à la baisse.

Par souci de rendre encore plus exhaustif ce rapport, un effort a été fait pour mettre en exergue :

- les données sur les financements extérieurs dont la procédure des dépenses obéit à celle de chaque bailleur ;
- la mise en cohérence des dépenses réelles exécutées par le service des dépenses (ordonnances de paiement et ordre de paiement) pour présenter les dépenses qui ont suivi toutes les étapes administratives.

En dépit de tout cela, beaucoup reste à faire pour la recherche d'une plus grande rigueur dans le traitement et la fourniture des informations financières de l'Etat.

Les difficultés traditionnelles qui ont toujours emmaillé la production de ces rapports subsistent, au rang desquelles l'instabilité de l'applicatif Ges'Co qui n'offre pas la possibilité de produire les états sous format Excel, facilement exploitable, obligeant ainsi à une saisie manuelle, source de beaucoup d'erreurs.

Bangui, le 15 Mars 2019



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget